

# Regroupement national des directions générales de l'éducation



## Rapport du président

*22-23 mars 2006*

*Jean-Guy Levesque*

# Comité exécutif 2005-2006

Jean-Guy Levesque, président du RNDGÉ  
Représentant de l'Est

Denis Ferré, représentant de l'Ouest et du Nord

Gérard Auger, représentant de l'Ouest et du Nord

Hélène Chayer, représentante de l'Ontario

Jean-Luc Bernard, représentant de l'Ontario

Darrell Samson, représentant de l'Est

Robert Arseneault, personne-ressource

Paul Charbonneau, directeur général

Chantal Bourbonnais, gestionnaire de projets

# RAPPORT DU PRÉSIDENT

## Jean-Guy Levesque

Une première année bien remplie. En tant que votre président, j'ai le plaisir de vous présenter mon rapport pour l'année 2005-2006.

### Rencontres des membres

La formation annuelle des membres du RNDGÉ a eu lieu à St-Jean Terre-Neuve chez l'ami Maurice Saulnier. Nous avons été émerveillés par la sagesse de Gilbert Dumont qui est venu nous entretenir sur l'« organisation visionnaire versus organisation gestionnaire ». Je réitère mes remerciements à notre cher ami Maurice Saulnier qui nous a accueillis avec toute la gentillesse qu'on lui connaît. La rencontre de St-Jean a solidifié les liens entre les membres du RNDGÉ. De collègues, nous sommes devenus amis...

Il y a eu deux autres rencontres des membres dans la dernière année, soit à Ottawa au mois de juin lors du Sommet des intervenants en éducation et en octobre 2005 lors du congrès de la FNCSF.

### Réunions de l'exécutif

Le conseil exécutif s'est réuni :

- le 2 juin 2005
- le 2 novembre 2005
- le 15 février 2006
- Le 21 mars 2006

### Planification stratégique

Selon le « Modèle de fonctionnement du RNDGÉ » approuvé en novembre 2002, et amendé en février 2003, le principal mandat du RNDGÉ est d'agir comme porte-parole administratif et pédagogique de la FNCSF. Le RNDGÉ n'a pas de pouvoir légal et relève de la FNCSF. Nous sommes donc un groupe de travail formé des directions générales des conseils scolaires francophones.

Dans le passé, la volonté des membres a été que le RNDGÉ entreprenne et réalise quelques projets à la fois mais tout en tenant compte des autres priorités du plan stratégique. En plus, il est important de déterminer les priorités à court, moyen et long terme. Notons que la réalisation des projets est étroitement liée au financement disponible.

Les priorités sont déterminées par l'assemblée générale annuelle et sont exécutées par le conseil exécutif.

L'exécutif propose que le plan stratégique illustré dans le tableau suivant soit adopté pour l'année 2006-2007. Bien entendu, les membres auront à se prononcer au cours de cette rencontre sur le mandat qu'ils donneront à leur exécutif.

### Planification stratégique 2006-2007

Projets complétés	Projets en marche	Autres activités	Vœux
« <i>Tu peux compter sur moi</i> »	Comité tripartite	Éducation à distance	Francisation et exogamie
Réseau	Stratégie nationale des ressources pédagogiques	Mission à l'étranger	Petite enfance
Site Web	Recrutement et rétention (DRHC et PCH)	Concept pour les retraités	Visibilité du RNDGÉ
Forum – Phase I	Forum – Phase II	Planification stratégique	
Pistage – Phase I	Pistage – Phase II	Réseautage - Bulletin d'information	
Inventaire des besoins	Recherche et développement		
Sommet de l'éducation	Promotion (campagne de promotion)		
Mission en France	Communauté de pratique virtuelle		

### Institut des initiatives stratégiques en recherche et en développement (ISRD)

#### Mise en contexte

La FNCSF, sur recommandation du RNDGÉ, acceptait en novembre 2003 de participer à la création d'un institut de recherche destiné à répondre par la recherche-action aux besoins des conseils scolaires francophones et acadiens.

Cette nouvelle entité était formée par la faculté d'Éducation de l'Université d'Ottawa, le CFORP et le RNDGÉ.

Dès sa création, les représentants de l'Institut, à la demande du RNDGÉ, avait convenu d'amorcer des discussions avec Monsieur Rodrigue Landry de l'*Institut canadien de recherche sur les minorités linguistiques* (ICRML) de l'Université de Moncton. En effet, malgré l'absence de recherche-action, les directions générales des conseils désiraient s'assurer que la création d'une nouvelle entité ne portait atteinte au mandat de l'ICRML.

Après avoir convenu d'un modus operandi l'Institut s'est mis à la recherche de financement.

Le concept original prévoyait que l'Institut, après avoir documenté une banque de chercheurs, agirait comme "entremetteur" entre le client et le consultant tout en encadrant son travail. En

facturant un frais administratif au projet on assurait le financement régulier de l'Institut. Depuis, quelques projets ontariens n'ont pas permis d'assurer la base financière nécessaire au fonctionnement de l'organisme.

### Constats

Il est pratiquement impossible d'assurer le bon fonctionnement de l'organisation sans une subvention de fonctionnement adéquate. De nombreuses recherches et rencontres avec des représentants fédéraux confirment qu'un tel financement est à toute fin impossible à obtenir.

Depuis la création de l'Institut, quelques autres organisations ont revu leur mandat et font de la recherche-action. Nous pensons notamment au Centre de leadership en éducation, de plus en plus actif dans ce domaine.

L'ICRML a pris un tournant majeur et fait une bien meilleure promotion de ses services. De plus sa capacité de faire de la recherche-action, par opposition à la recherche empirique, s'est nettement améliorée. Les travaux qui ont conduit au *Sommet des intervenants en éducation dans la mise en oeuvre de l'article 23 en milieu francophone minoritaire* en sont une preuve patente.

Il existe depuis deux ans maintenant le Conseil canadien sur l'apprentissage (CCA) qui permet le financement de telles recherches. De toute évidence, les groupes clients peuvent parrainer leurs projets de recherche sans l'aide d'intermédiaires. De plus, par l'entremise d'un comité consultatif, le CCA peut aussi assurer qu'il n'y ait pas de dédoublement.

Notons enfin que le conseil d'administration et le comité exécutif de l'Institut ne s'est pas rencontré depuis plus d'un an.

### Recommandation

À notre avis, la seule façon d'assurer le succès de l'entreprise serait de demander une contribution des membres destinée à assurer le minimum vital de l'Institut. Soulignons que le RNDGÉ n'a pas cette marge de manoeuvre.

Compte tenu du réalignement de mandat de l'ICRML et de la présence de nouveaux partenaires, il est recommandé d'informer nos partenaires de nous retirer de l'organisation.

### **Stage de l'ACELF**

En partenariat avec le RNDGÉ, l'ACELF a mis sur pied un nouveau stage intitulé « Insertion socioprofessionnelle en milieu minoritaire ». Ce stage s'adressait aux québécois se préparant à enseigner dans une école francophone d'une autre province ou d'un territoire du Canada. Malgré l'intérêt des conseils scolaires, l'ACELF a reçu seulement trois inscriptions. Le stage a dû être annulé, puisqu'un minimum de dix personnes était nécessaire pour assurer une interaction fructueuse entre les stagiaires.

## **Mission en France 2005**

Le voyage qui avait lieu au début d'octobre a permis à cinq membres du RNDGÉ (Bertrand Beaulieu, Denis Chartrand, Bernard Lavallée, Richard Slevinsky et moi-même) de faire des visites des Académies de Créteil et Versailles et d'échanger sur les thèmes de francisation et accueil des immigrants et sur la dynamique des petites écoles et la petite enfance.

## **Relations avec les provinces**

Nous avons rencontré les haut-fonctionnaires des provinces et territoires à deux reprises dans la dernière année. Les échanges ont été fructueux et fort appréciés. Les objectifs de ces rencontres sont de partager sur différents dossiers et vérifier l'intérêt des divers intervenants à collaborer à leur progression et à présenter le concept du comité tripartite.

## **Session de formation sur la planification stratégique**

Une session de formation conjointement organisée avec l'ADIGECS a eu lieu à Ottawa au CFORP le 28 avril 2005 de 9h à 16h. La session animée par Simbal a permis :

- d'identifier les facteurs-clés de la mise en œuvre du plan stratégique
- l'appropriation des concepts de la reddition de comptes

Plus particulièrement, il s'agissait de faire progresser la réflexion à partir des préoccupations exprimées relativement :

- au rôle et le type de communications dans la diffusion du plan stratégique
- aux conditions de mise en œuvre du plan stratégique
- au développement de mécanismes de suivi du plan stratégique de la commission/conseil scolaire et des liens avec les plans de réussite des établissements
- aux impacts opérationnels et organisationnels de la mise en œuvre du plan stratégique
- à l'identification de repères aux fins de l'évaluation de l'atteinte des objectifs

## Élections

L'exécutif est composé de six membres dont deux représentants de chacune des trois grandes régions canadiennes. Les mandats de Guy Le Blanc et d'Henri Lemire se sont terminés en mars 2005. Ils ont été remplacés par Gabriel Arsenault (puis celui-ci a été remplacé par Darrell Samson suite à la retraite de Gabriel) pour la région de l'Atlantique et par Gérard Auger dans l'Ouest/Nord.

L'exécutif vous propose de changer la durée des mandats des membres de l'exécutif afin d'assurer une meilleure transition au niveau de la présidence. L'exécutif aimerait également vous proposer de nommer une vice-présidence à l'exécutif.

Les trois régions opèrent dans le cadre de leur propre regroupement :

- Association francophone des directions générales et des directions de l'éducation du Nouveau-Brunswick (AFDGDENB)
- Conseil ontarien des directrices et des directeurs de l'éducation de langue (CODELF)
- Association des directions de l'éducation de l'Ouest et du Nord (ADÉON)

## Anciens et nouveaux membres

À St-Jean, l'exécutif a remis un cadeau aux membres du Regroupement qui ont pris leur retraite dans la dernière année. Il s'agissait d'une reproduction ou d'un stylo. Félicitations et bonne retraite (ou heureuse nouvelle carrière) à :

Maurice Saulnier  
Guy Le Blanc  
Gabriel Arsenault  
Jules Rocque  
Cécile Bonnar

Je profite également de l'occasion pour souhaiter la bienvenue aux nouveaux membres :

Darrell Samson  
Christian Fagueret  
Robert Millaire  
Florent Bilodeau

Et « re-bienvenue » à  
Gisèle St-Amand  
Donald Michaud

## Prix Edgar-Gallant

Tel qu'établi dans la procédure, un appel de mise en candidature pour le prix Edgar-Gallant a été lancé par l'exécutif à l'automne dernier. La remise du prix se fera lors d'une soirée de reconnaissance qui aura lieu dans le cadre de notre AGA. En vos noms, je tiens à remercier Robert Arseneault et le CFORP pour avoir organisé et commandité – encore une fois – une excellente soirée en l'honneur d'un de nos collègues précieux.

## Formation d'été

La session de formation du RNDGÉ aura lieu à Vancouver du 30 juillet au 1 août 2006. Un merci bien spécial à Jean Watters et son équipe qui ont accepté de nous recevoir, cet été, « chez lui ». Laurent Laplante, journaliste et écrivain émérite viendra nous entretenir sur « L'éthique et la gouvernance ».

Voici un aperçu préliminaire du programme d'activités :

### 27 au 30 juillet

Voyage de Calgary à Vancouver

### 30 juillet

Journée de golf  
Soirée d'accueil

### 31 juillet

Journée : formation – atelier avec Laurent Laplante

Soirée : Croisière ?

### 1 août

Journée : réunion de travail du RNDGÉ

Soirée : visite et souper dans un vignoble ?

## Contributions au RNDGÉ

Une contribution annuelle de 100 \$ est demandée aux membres pour défrayer des dépenses extraordinaires, tels que l'achat de cadeaux lors du décès d'un membre, les activités sociales, les prix et les cadeaux de reconnaissance. Cette cotisation est facturée directement aux membres en mars.

## **Personnel**

Au nom de l'exécutif, de tous les membres et en mon nom personnel, je tiens à dire aux employés et aux contractuels toute notre reconnaissance pour l'excellent travail réalisé afin de nous aider à atteindre nos buts et objectifs. À Anne-Marie Dessureault et Michelle Koncz nous vous disons MERCI! A Paul Charbonneau et Chantal Bourbonnais, nous vous disons que sans vous, les activités du Regroupement seraient beaucoup plus difficiles. UN GROS merci pour votre engagement, votre support, mais surtout votre grande PASSION. Vous êtes exceptionnels !

## **Mot de la fin**

À vous tous chers collègues, je vous dis bravo et merci. Bravo de croire en nous, bravo de prendre le temps d'assister à nos rencontres et bravo d'être convaincu que nous faisons LA DIFFÉRENCE !

En terminant, je tiens à remercier les membres de votre exécutif. A Hélène, Jean-Luc, Denis, Gérard, Darrell et Denis merci de votre disponibilité et de votre ardeur au travail. C'est un grand plaisir de travailler avec vous.

Votre président,  
Jean-Guy

# RAPPORT D'ACTIVITÉS

## Système de pistage

---

### Mise en contexte

Le projet consiste à mettre en place un système de pistage des élèves pour les 31 conseils scolaires francophones hors Québec. Cette base de données permettra de suivre et d'analyser le développement de la clientèle scolaire francophone à un niveau national.

### Les objectifs

- Développement d'un système d'analyse de données permettant une meilleure compréhension de l'évaluation des élèves et du système scolaire
- Réseautage et partage, d'un océan à l'autre, de renseignements crédibles et pertinents

### Les résultats souhaités

- Accès à un nombre considérable de renseignements sur le développement de l'élève afin d'aider les pédagogues et les administrateurs à mieux cibler leurs actions. Cela permettra également à la communauté générale de mieux comprendre leurs actions et de les diriger avec certitude, là où c'est important
- Possibilité de s'inspirer de modèles administratifs et d'organisations scolaires
- Accès aux derniers développements et renseignements disponibles

### Dans la dernière année

- Le site est maintenant accessible à l'adresse suivante : [fnccsf.merkurim.com](http://fnccsf.merkurim.com) Le nom de l'utilisateur est *pistage* et le mot de passe est *franco*.
- Les données ont été rafraîchies au printemps 2005.
- Une demande a été faite à Patrimoine Canada pour le financement de la phase 2. La demande a été refusée.
- Une demande de subvention a été soumise à Industrie Canada à l'hiver 2006 pour la phase II qui comprend les projets suivants :

**a) Refonte des deux sites Web (FNCCSF et système de pistage franco-canadien)**

Le système de pistage franco-canadien est présentement disponible en cliquant sur un hyperlien du site Web de la FNCCSF. Par contre, nous souhaitons mieux l'intégrer au site Web de la FNCCSF pour qu'il soit directement et facilement accessible.

**b) Intégration et possibilité d'analyse avec les chiffres de Statistique Canada**

Nous avons présentement le profil des élèves, mais nous aimerions mettre ces données en relief avec les données de Statistique Canada.

**c) Intégration des quatre conseils absents**

Vingt-six conseils scolaires sur un total de 30 participent présentement à la phase I du projet. Il serait souhaitable que les quatre autres conseils soient intégrés au projet.

**d) Analyse des facteurs d'influence et des mécanismes de suivi au niveau d'indicateurs précis**

Nous proposons d'examiner les facteurs d'influence sur le recrutement et la rétention des élèves. Par exemple, le fait d'avoir des services de la petite enfance influe-t-il sur le recrutement et la rétention des élèves? La proximité des écoles est-elle importante dans le choix d'une école? La présence d'une école d'immersion a-t-elle une influence sur le recrutement? Nous pourrions également déterminer des indicateurs de performance pour des objectifs précis tels que le *Plan d'action pour les langues officielles* ou pour évaluer le succès de la campagne de promotion à l'échelle nationale. Les possibilités sont nombreuses.

**e) Appui technique (deux ans), accès dynamique et formation**

Les données sont présentement hébergées par Mercurium. Afin d'assurer la pérennité du projet, il faut continuer à offrir de l'appui technique. De plus, en ce moment, les conseils ont seulement accès à des rapports prédéfinis. Cette nouvelle étape nous donnerait ainsi un accès dynamique. Afin que les utilisateurs maîtrisent bien tous les nouveaux aspects du programme, il serait souhaitable de leur offrir une formation adéquate.

**f) Étude de faisabilité pour l'ajout d'un module sur les ressources humaines**

Maintenant que le profil des conseils scolaires et des élèves est bien établi, il serait souhaitable de vérifier la faisabilité de transposer le modèle de cette première phase à nos ressources humaines des conseils scolaires. Le développement de ce module permettrait d'avoir une image nette et précise de l'état des ressources humaines en éducation en milieu minoritaire.

Nous devrions avoir une réponse d'Industrie Canada à la fin du mois de mars 2006.

Pour la demande de subvention le RNDGÉ s'est associé au Centre canadien de leadership en évaluation (CLÉ). Si la subvention est accordée, le CLÉ verrait à encadrer le module « Analyse des facteurs d'influence et des mécanismes de suivi au niveau d'indicateurs précis ».

Le Conseil canadien sur l'apprentissage a également été approché pour participer financièrement à ce projet. Tout dépendra de la réponse d'Industrie Canada.

# SOMMET DES INTERVENANTS EN ÉDUCATION DANS LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 23 EN MILIEU FRANCOPHONE

(Anciennement États généraux)

---

## Mise en contexte

Grâce à l'appui financier de Patrimoine canadien, la FNCSF a lancé en 2003 un projet d'envergure qui a permis aux 31 conseils scolaires francophones d'identifier et de répondre, en partenariat avec les institutions et organismes francophones ainsi que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, aux besoins scolaires et parascolaires de la communauté francophone qu'ils desservent. Le projet a permis d'identifier non seulement les besoins scolaires qui assureront une éducation de qualité équivalente à celle offerte à la majorité, mais également les besoins parascolaires qui assureront l'épanouissement des communautés.

### **Ce projet comporte trois étapes :**

- Étape 1 – Analyse des conseils scolaires et de leurs partenaires communautaires et gouvernementaux : Cela impliquait l'identification et l'analyse des besoins scolaires internes (pédagogiques, politiques et administratifs) et externes (éducatifs, communautaires, économiques, culturels, communications, santé et services sociaux).
- Étape 2 – Traduction de ces besoins en moyens concrets : la Stratégie pour compléter le système d'éducation en français langue première au Canada a été déposée lors de l'AGA de la FNCSF à l'automne 2004.
- Étape 3 – Sommet des intervenants en éducation qui a eu lieu du 2 au 4 juin 2005 à Ottawa : Cet événement a rassemblé tous les intervenants de la francophonie en situation minoritaire qui se sont appropriés et qui ont concrétisé le plan intégrateur. Les participants ont peaufiné un plan d'action pour chacun des six axes suivants :
  - Ressources humaines
  - Infrastructures et équipements scolaires
  - Promotion de l'école de langue française
  - Petite enfance
  - Programme d'étude, pédagogie et ressources pédagogiques
  - Culture et identité

### Le Sommet a permis :

- D'adopter d'un plan d'action commun visant la pleine gestion scolaire et l'épanouissement des communautés francophones par la voie de l'éducation (l'objet de l'article 23)
- La signature d'une entente de collaboration entre les intervenants pour assurer la mise en œuvre du plan d'action

Le Sommet a également recommandé la mise sur pied d'un comité tripartite composé des représentants du gouvernement fédéral, des gouvernements provinciaux/territoriaux et de la communauté francophone. La première réunion du comité tripartite aura lieu le 30 mars prochain. Ce comité verra à la faciliter la mise en œuvre du plan d'action et à rendre compte des progrès accomplis, notamment par la publication d'un rapport annuel. C'est à ce comité que reviendra la tâche de mettre au point des mécanismes de suivi et de reddition de comptes. La FNCSF assurera le service de secrétariat.

### Depuis la dernière année

- Les organismes communautaires en partenariat avec la FNCSF ont élaboré les plans d'action pour chacun des six axes
- Tenue du Sommet en juin 2005. Plus de 200 participants.
- Le document du Sommet a été peaufiné pour refléter les changements proposés par les participants du Sommet
- Le comité directeur s'est rencontré au mois d'octobre 2005 pour développer le concept du comité tripartite
- La première rencontre du comité tripartite aura lieu le 30 mars 2006.

# Forum en administration scolaire

---

## Mise en contexte

Le tout premier Forum en administration scolaire, organisé par le RNDGÉ et l'ADIGECS, a eu lieu à Montréal sous le thème « Se connaître, partager et s'associer ». Plus de 75 directions générales (47 du Québec et 28 des communautés francophones et acadienne) se sont réunies du 29 septembre au 2 octobre 2004. L'objectif de ce Forum était de créer des liens entre les administrateurs scolaires et de favoriser l'émergence et la réalisation de projets.

Le Forum 2004 a encouragé l'émergence de plusieurs projets de partenariat. Une douzaine de projets de jumelage ont eu lieu dont la mise sur pied d'une communauté de pratique virtuelle. Une session de formation conjointe sur les communications du plan stratégique et la reddition de compte a eu lieu au printemps 2005.

Face au succès du Forum 2004, les membres du RNDGÉ et de l'ADIGECS comptent tenir un deuxième Forum sur l'administration scolaire du 20 au 23 septembre 2006 à Montréal.

## Les objectifs

- Identifier des projets ou des domaines d'activités qui permettraient au RNDGÉ et à l'ADIGECS de continuer à mettre à contribution leur expertise et leurs habiletés afin de mieux répondre aux besoins et aux aspirations des francophones au Québec et hors Québec dans le domaine de l'éducation
- Identifier les meilleures pratiques
- Identifier les mécanismes qui permettraient aux participants de soumettre conjointement des projets de développement et de faire bénéficier les deux regroupements de produits livrables de qualité et exportables

## Depuis la dernière année

- Les membres du comité organisateur (Hélène Chayer, Jean-Guy Levesque et Chantal Bourbonnais pour le RNDGÉ et Normand Lapointe, Serge Lefebvre, Richard Fiset et Denis Roy pour l'ADIGECS) se sont rencontrés à plusieurs reprises pour organiser le Forum 2006: subventions et commandites, thématique, logistique, secrétariat, animation, etc.
- Tenue de la session de formation sur la communication du plan stratégique et de la reddition de compte organisée conjointement par l'ADIGECS et le RNDGÉ
- Demande de subvention déposée auprès du SAIC pour faire un inventaire des technologies à distance. Devant le peu de ressources allouées (5000\$) le comité a décidé de retourner l'argent au SAIC
- Démarrage de la communauté de pratique virtuelle. 15 membres du RNDGÉ sont inscrits et 24 du Québec.
- Demande de subvention déposée au SAIC (50,000\$) pour la tenue du Forum 2006. En attente de la réponse
- Demande de subvention au Ministère de l'Éducation du Québec. En attente de la réponse.
- Subvention de 5000 \$ accordée par le Ministère de l'Éducation de l'Ontario.

# Stratégie en matière des ressources pédagogiques

---

## Mise en contexte

En 2003, la FNCSF a commandé une étude de faisabilité pour un centre national de ressources pédagogiques. Déposé au printemps 2003, le rapport Dumaine propose plutôt la mise en œuvre d'une stratégie nationale en matière de ressources pédagogiques. Cette stratégie se traduit par la coordination des efforts des 31 conseils scolaires dans le domaine du développement ainsi que par la distribution et l'accessibilité aux ressources pédagogiques. Les pistes d'action suggérées sont :

- Analyse des programmes d'études
- Élaboration d'objectifs à court, moyen et long terme
- Accès aux ressources existantes
- Initiatives en francisation

Depuis ce temps, un comité présidé par Denis Ferré a été mis sur pied pour voir à la réalisation du projet. Les membres du comité sont Solange Haché, Darrell Samson, Jean-Luc Bernard, Janine Griffore et Jean Watters.

Nous avons reçu du financement pour la rédaction d'un plan d'affaires devant conduire à la mise en œuvre de la Stratégie nationale en matière de ressources pédagogiques (SNRP) dans un cadre qui favorisera le partage du matériel existant ainsi que la création, la production et la distribution du matériel original. Un appel d'offre pour un plan d'affaires pour la SNRP a été envoyé à deux organismes soit, le CFORP et Mosaik. Nous avons reçu une soumission du CFORP et elle a été acceptée. Afin de l'aider à bien accomplir sa tâche, le CFORP a mis sur pied un comité de travail composé de Guy LeBlanc, Raymond Daigle, Alice Ducharme, Marcel Bard, Léo Robert et Gérard Bissonnette..

Le CFORP déposera donc un plan d'affaires pour la SNRP à l'AGA du mois de mars 2006.

## Depuis la dernière année

- En janvier 2005, le comité exécutif du RNDGÉ a formé un comité ayant le mandat de lui proposer des scénarios destinés à faire aboutir le dossier dans un avenir rapproché. Le comité est composé de Denis Ferré (Ouest et Nord) comme président, Jean-Luc Bernard (Ontario), Solange Haché (Atlantique) ainsi que de Paul Charbonneau, Robert Arseneault et Chantal Bourbonnais comme personnes-ressources.
- Un appel d'offre pour la rédaction d'un plan d'affaire a été lancé à l'automne 2005. Les services du CFORP ont été retenus
- Plusieurs rencontres du comité de la SNRP ont eu lieu afin de guider le CFORP dans la rédaction du plan d'affaires.
- Le comité de la SNRP a fait une recommandation à l'exécutif.
- Le plan d'affaires sera présenté lors de l'AGA.

# Stratégie nationale pour contrer la pénurie de main d'œuvre en éducation

## Mise en contexte

Pour contrer le problème de pénurie d'enseignants prévue d'ici les cinq prochaines années, il est important d'instaurer dès maintenant une vaste concertation nationale pour mettre en place des mécanismes qui permettront le recrutement, le perfectionnement et la rétention de la main d'œuvre en milieu minoritaire au niveau de l'éducation en français au Canada.

Présentement, chaque conseil scolaire a de ses propres initiatives, mais les 31 conseils scolaires francophones ont compris qu'il faut travailler ensemble et inviter d'autres intervenants à la table de concertation. Pour réussir à surmonter les nombreux défis au niveau des effectifs, les conseils scolaires doivent collaborer étroitement avec les différents intervenants du milieu scolaire, tels les associations d'enseignants ou de parents, les syndicats, les collèges et les universités.

La FNCSF propose donc de créer un comité sectoriel d'éducation en milieu minoritaire qui aurait le mandat d'explorer et de mettre en œuvre des pistes de solutions afin de contrer la pénurie de main d'œuvre dans le domaine de l'éducation. De façon plus spécifique, le comité sectoriel aurait pour objectifs de :

- Mettre en œuvre des stratégies de recrutement efficaces en établissant un dialogue entre les différents partenaires de l'éducation
- Développer des mécanismes pouvant favoriser une meilleure adaptation des nouveaux venus dans le domaine de l'éducation en français en milieu minoritaire
- Assurer la mise en œuvre de stratégies de rétention du personnel déjà en place

## Dans la dernière année

- Le ministère d'éducation de l'Alberta a accepté de parrainer notre Stratégie des ressources humaines auprès du CMEC. On attend toujours la signature de l'entente bilatérale avant de recevoir la réponse officielle de PCH.

# Campagne nationale de promotion de l'école francophone en situation minoritaire

---

## Mise en contexte

Tous les intervenants de la Table nationale en éducation sont d'accord que le temps est propice pour la mise en œuvre, à l'échelle nationale, d'une campagne de promotion vantant les avantages et les mérites des institutions scolaires de langue française en milieu minoritaire. Au lieu de travailler chacun de leur côté, tous les intervenants en éducation ont décidé de s'unir pour parrainer une telle campagne de promotion.

L'objectif premier de cette campagne est de récupérer les ayants droit qui ne fréquentent pas nos institutions scolaires. Pour pouvoir s'épanouir, celles-ci doivent absolument augmenter leurs effectifs.

Toutefois, avant d'entreprendre une telle campagne, nous avons décidé de mener une étude de marché d'envergure qui trace un profil des ayants droit absents de nos écoles.

Le deuxième volet est l'élaboration d'un plan de communication réaliste et proactif pour une campagne nationale de promotion. Ce plan en sera la carte routière.

L'étude de marché et le plan de communication prépareront le chemin pour la campagne nationale. Sa portée doit aller au-delà du recrutement des ayants droit absents : elle servira à rehausser l'image de l'école et des institutions postsecondaires de langue française en milieu minoritaire. De ce fait, elle facilitera la rétention des élèves qui les fréquentent déjà et servira au recrutement et à la rétention du personnel. Avec une masse critique plus importante, il sera plus facile d'offrir les services nécessaires et essentiels à l'épanouissement de l'éducation française en milieu minoritaire (ressources pédagogiques, programmes secondaires et postsecondaires, immobilisations, etc.)

## Depuis la dernière année

- La firme Simbal a été embauchée en faire l'étude de marché. Elle a effectué un sondage téléphonique auprès de 1 000 ayants droit et tenu des groupes-témoins en milieu urbain et rural dans les régions d'Edmonton et d'Halifax. Elle a été déposée au mois de mai 2005.
- La firme Espace Franco a été embauchée pour élaborer un plan de communication qui inclue une analyse de la situation, la détermination d'objectifs spécifiques, l'identification des clientèles cibles, des recommandations au niveau des messages et des stratégies de communication et de marketing, des suggestions d'outils promotionnels ainsi qu'un budget et un échéancier. Le plan de communication a été déposé à la mi-juin. Espace Franco suggère un exercice pré-campagne qui aurait comme objectif de sensibiliser les

intervenants aux nouvelles réalités du marché et à l'importance de l'accueil. Le plan de communication suggère trois axes : valorisation, recrutement et rétention.

- Demande de financement déposée à Patrimoine canadien pour la réalisation de la pré-campagne et de la campagne de promotion.

## Autres dossiers

### a) Communauté de pratique virtuelle

Lors du dernier Forum sur l'administration scolaire, les membres avaient souhaité mettre sur pied une communauté de pratique virtuelle ou un portail sur l'administration scolaire. Jean-Guy Boudrault, dg à la Commission scolaire de Charlevoix a obtenu du financement du SAIC pour mettre sur pied une telle initiative. Un comité de pilotage a été formé. Ronald Caissie, Denis Ferré, Robert Arseneault et Chantal Bourbonnais ont assisté aux rencontres du comité de pilotage. M. Boudrault a obtenu la collaboration du CEFRIO pour son expertise dans la mise sur pied des pratiques virtuelles et de la GRICS qui a fourni gracieusement un portail. Une présentation a été faite aux dg le 2 novembre .

40 personnes du RNDGÉ et de l'ADIGECS se sont inscrites à la Communauté de pratique. Plus de 20 personnes ont assisté au lancement officiel qui s'est effectué à Longueuil le 16 février 2006.